

COVID-19 :

LE GOUVERNEMENT DOIT CESSER LES MENSONGES GENERALISES ET LA CASSE RAMPANTE DE NOTRE SYSTEME DE SANTE

Matériel de protection pour les professionnel·les de la santé : les mensonges et la gestion catastrophique du gouvernement

Depuis le début de la crise sanitaire du COVID-19, la Fédération SUD santé sociaux et l'union syndicale Solidaires dénoncent la gestion catastrophique par le gouvernement, notamment sur la question de la fourniture de tout le matériel nécessaire à la protection des personnels des établissements sanitaires confronté·es à la prise en charge des personnes atteintes par le virus. Mais aussi l'ensemble des salarié·es des secteurs essentiels.

De plus nous dénonçons les doctrines imposées par le gouvernement en matière de protection (port des masques par exemple) qui sont dictées depuis le début par un état de pénurie et d'impréparation. Car le gouvernement s'évertue depuis des semaines à masquer les raisons de ses consignes derrière une communication sensée nous faire croire qu'il n'y a aucun problème et que tout est fait de la meilleure des manières par l'exécutif.

L'enquête de Médiapart parue ce jeudi 2 avril intitulée « Masques: les preuves d'un mensonge d'Etat » est une terrible démonstration, preuves et exemples à l'appui, de la gestion et des décisions catastrophiques prises par le gouvernement.

Cette enquête démontre la gravissime incapacité du gouvernement à avoir anticipé ce qui nous attendait dès janvier, malgré les nombreuses alertes lui étaient envoyées :

- Le retard énorme pris à commander massivement des masques pour pallier le manque de stocks avant que le marché international ne soit saturé par d'énormes demandes impossibles à honorer.
- Leur persistance à mentir sur la réalité de la situation, en martelant des consignes de sécurité uniquement dictées par la gestion du manque d'équipements de protection individuelle. Jusqu'au 25 mars, le gouvernement a martelé l'inutilité du port du masque si on respecte les gestes barrières.
- Malgré les annonces fin Mars de « méga commandes » de masques (1 milliard annoncé le 28 mars) sensé faire croire à une gestion réactive de la crise, la situation est plus qu'alarmante aujourd'hui concernant leur disponibilité réelle dans les hôpitaux.

Car les stocks sont quasiment épuisés, et le matériel fourni au personnel ne l'est pas en quantité suffisante pour les protéger. Cela correspond à une politique de mise en danger à grande échelle des professionnel·les, et donc de l'ensemble de la population.

Rapport de la Caisse des Dépôts et Consignations : Macron continue la casse de l'hôpital tout en affirmant le contraire

Le syndicat SUD santé sociaux fait le lien entre ces révélations et l'entreprise de casse de notre système de santé dont le gouvernement d'Emmanuel Macron n'est que la version actuelle. Depuis des années, nous dénonçons les politiques de privations et d'austérité qui minent profondément nos établissements.

Dans différentes interventions, le président de la république a semblé avoir compris la gravité et le caractère criminel de ses erreurs, en déclarant notamment le 25 mars qu'« à l'issue de cette crise, un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital ».

Nous dénonçons et condamnons fermement ce discours mensonger. Il a uniquement pour but de masquer la responsabilité de son action dans le gouvernement précédant et celle depuis son arrivée au pouvoir en 2017. C'est une vaine tentative de nous faire croire qu'une quelconque remise en cause des politiques nocives sera faite par le pouvoir. A nos yeux, il est trop gravement et durablement coupable pour pouvoir nous faire croire à sa réelle volonté d'apporter des améliorations aux problèmes que rencontre notre système de santé. Leurs stratégies de communication et les retournements de vestes antilibérales en réaction à la crise n'y feront rien.

Notre certitude est renforcée par l'article du site Médiapart « Hôpital public: la note explosive de la Caisse des dépôts » du 1er avril 2020. Il rend publique une première version d'un rapport demandé par le président Macron à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Moins d'une semaine après les annonces de Mulhouse, on a la preuve qu'aucune leçon n'a été tirée, et que le gouvernement entend bien continuer son entreprise de casse, de privatisation, de marchandisation du système de santé et du service public. Dans une logique aberrante au regard de la crise sanitaire actuelle, le gouvernement appelle à :

- Reprendre les logiques de partenariat public-privé (PPP) alors même qu'il a été démontré leur caractère néfaste à tous les niveaux (en termes de logique de soins, économique, et d'investissement). Ce système, au final, ne profite qu'aux grands groupes privés qui se gavent sur l'argent public
- Mettre le privé (sanitaire mais aussi les entreprises de la santé numérique) à tous les niveaux.
- Restructurer les dettes de tous les établissements, y compris privés. Mais sans envisager à aucun moment l'augmentation du budget de la sécurité sociale (PLFSS et ONDAM). Voter ce déficit depuis des années impose des politiques de réduction des moyens.
- Avoir recours à des systèmes de financiarisation pour le financement des établissements.
- Et pour finir par le plus ridicule, la transformation de paquebots à l'arrêt en hôpitaux flottants, cette proposition ne révélant que la volonté des rédacteurs de socialiser les pertes financières des groupes de croisières.

Le double discours du président Macron, de son gouvernement et leurs mensonges à grande échelle doivent cesser dans les plus brefs délais. Nous exigeons la plus grande responsabilité des dirigeant-es, qu'ils et elles mettent fin à leurs stratégies de communication visant à sauver leur système capitaliste dysfonctionnel. Leurs gesticulations sont inutiles.

Par contre, il est urgent qu'ils et elles se concentrent sur ce qui est de la plus haute importance aujourd'hui, à savoir que tout soit fait pour limiter les effets de l'épidémie pour toute la population sans distinction. Quel qu'en soit le prix économique et politique pour la majorité actuelle.

Dans cette situation gravissime, la Fédération SUD Santé Sociaux demande les mesures d'urgence suivantes et les moyens financiers qui vont avec :

- **Réquisition des secteurs économiques et logistiques pour produire et fournir les matériels de protection (gants, gel, masques, surblouses), les respirateurs, les tests de dépistage, et tout autres traitements et matériels indispensables,**
- **Pour la santé, le social et le médicosocial : Recrutement immédiat et sous statut de personnels supplémentaires et réouverture de toutes les places et les lits nécessaires, maintien des salaires et des rémunérations pour toutes les absences liées à la crise,**
- **Pour les entreprises et les services publics : Mise à l'arrêt de tous les secteurs non vitaux, non nécessaires pour lutter contre l'épidémie. Maintien intégral des salaires et revenus pour tous et toutes les salarié-es. Interdiction des licenciements et de sanctions contre celles et ceux qui utilisent le droit de retrait. Exemption du travail, sans perte de salaire, pour tous les salarié-es considéré-es comme vulnérables.**
- **Mesures exceptionnelles pour garantir le maintien des revenus pour les précaires, les intermittent-es, les uberisé-es.**
- **Réquisition des logements vides pour protéger tous les sans-logis, les migrant-es**
- **Moyens nécessaires pour la lutte contre les violences faites aux femmes et pour la garantie du droit à l'ivg (avec prolongation du délai d'avortement pendant la crise sanitaire). Maintien du droit des femmes d'être accompagnées pendant l'accouchement.**

Paris, le 3 avril 2020

Contact presse : federation@sudsantesociaux.org